

6 | POLITIQUE

Macron parie sur la sélection naturelle pour son équipe de campagne

Comme en 2017, le chef de l'État entretient à dessein le flou sur le rôle et la place de ceux qui l'entoureront dans la course de 2022.

ARTHUR BERDAH
@arthurberdah
ET FRANÇOIS-XAVIER BURMAUD
@fxbourmaud

ÉLYSÉE Président-candidat, candidat-président, Emmanuel Macron continue à entretenir le flou. Et pas seulement sur son statut. À l'approche de l'élection présidentielle, pas grand monde autour de lui ne sait vraiment à quoi s'en tenir sur la campagne à venir. Au sein du gouvernement, chez LREM, dans la majorité, parmi ses conseillers et même dans son entourage proche, tout le monde nage dans l'incertitude. « Je n'ai jamais vu le président organiser ou répartir le boulot, assigner à chacun un rôle bien défini, observe un ministre. Il va laisser tout le monde trouver sa place plutôt que de bâtir un organigramme. » C'est sa méthode. Celle du darwinisme politique où seuls les meilleurs survivent. Et ils sont déjà nombreux à espé-

rer être retenus dans le dispositif de campagne du chef de l'État. Pour se faire remarquer, certains lui envoient des notes, d'autres écrivent des livres, quelques-uns tentent leur chance en lui envoyant directement des messages sur Telegram. « On l'alimente et il métabolise tout », confie un ministre. Avant de lire, il transmet systématiquement à son plus proche conseiller, Alexis Kohler, le seul à partager la vision d'ensemble avec le président de la République. Rien n'arrive entre les mains d'Emmanuel Macron qui ne soit auparavant passé entre celles du secrétaire général de l'Élysée, qui voit tout, entend tout et sait tout. Et qui se tait. La condition sine qua non pour garder sa place au cœur du premier cercle. Signe que la campagne approche, certains de ses membres ont repris du service. À commencer par les anciens conseillers Ismaël Emelien et David Amiel. Le premier recommence à alimenter la boîte à idées. Le se-

cond travaille sur le programme pour 2022, après en avoir déjà rédigé la partie économique en 2017. Ensemble, ils appartiennent à l'époque à la petite bande des « Mormons », les apôtres de la première heure du macronisme. Tout comme Benjamin Griveaux, qui a lui aussi fait savoir qu'il était prêt à aider si besoin.

Le revers de la méthode

Mais même avec ces fidèles d'entre les fidèles, Emmanuel Macron cloisonne. « Il va faire comme d'habitude, consulter les uns et les autres dans ses différents cercles sans que personne ne sache qui il voit ni ce qu'il dit. Et puis un jour, la décision va tomber », prévoit un conseiller historique du Palais. « Il gouverne avec moins de cinq ministres », glisse-t-on au sein de l'exécutif. Ils sont ainsi nombreux autour du chef de l'État à avoir cru un moment remporter un arbitrage. Avant d'entendre le contraire dans



Emmanuel Macron et Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée. PATRICK GELY/SIPA

les mots du président à l'heure du discours.

Et encore récemment. Pressé de toute part d'intervenir sur l'immigration et l'identité, pour ne pas abandonner le terrain régalien à Eric Zemmour, Marine Le Pen, et Les Républicains, Emmanuel Macron a finalement opté pour réaxer sa précampagne sur ses thèmes

de prédilection. L'économie, le social, et la valeur travail.

Rien n'indique pourtant qu'il s'entourera de spécialistes de ces dossiers pour l'accompagner vers le scrutin de 2022. Car c'est là aussi l'une des incertitudes qu'Emmanuel Macron se fait un malin plaisir d'entretenir. Pas spécialement amateur des dispositifs de campagne

très organisés et des équipes trop structurées, il se tient à bonne distance des grandes manœuvres autour de la maison commune. « Il déteste avoir le sentiment d'être enfermé. Il aime l'agilité et la souplesse, donc il cherche toujours à pouvoir être mobile », constate un cadre de la majorité. Ceux qui, comme en 2017, attendent un organigramme de campagne

en seront pour leurs frais. N'en déplaise à ceux qui continuent d'espérer.

Ce climat crée de la concurrence en macronie. Et instille parfois de la paranoïa lorsqu'il s'agit de décoder les intentions de leur champion. Dans le brouillard entretenu par l'Élysée, certains prennent des initiatives, pas toujours couronnées de succès. C'est la

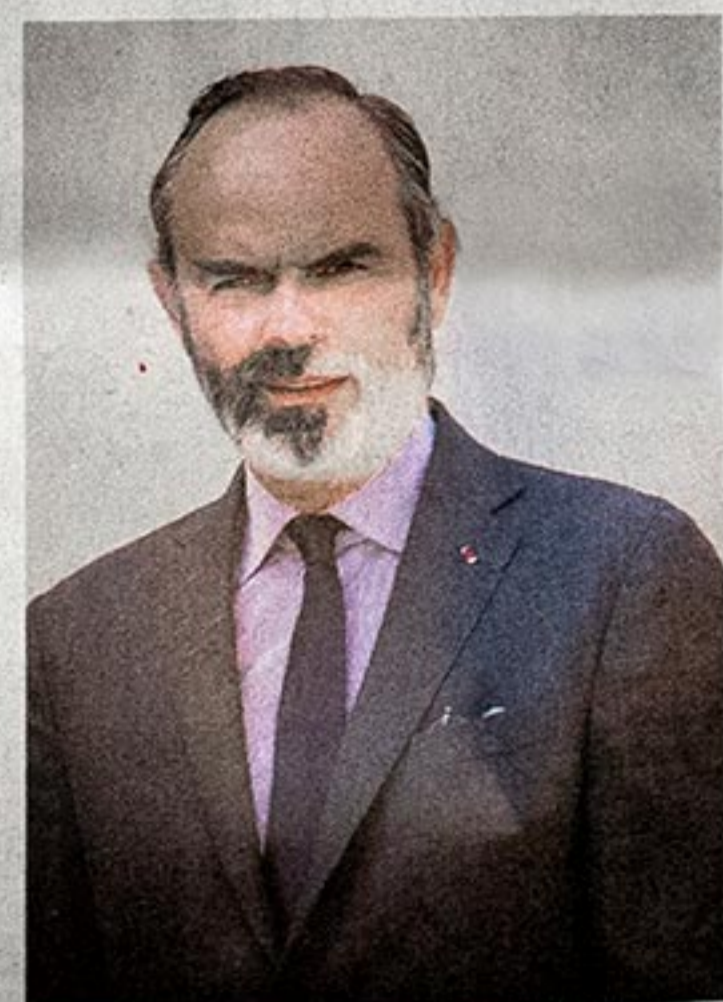
passé d'armes entre les secrétaires d'État Clément Beaune (Affaires européennes) et Gabriel Attal (porte-parole du gouvernement) sur le « camp de la raison ». C'est le faux pas de la ministre Emmanuelle Wargon (Logement) sur les maisons individuelles. Ce sont les tentatives de Jean-Michel Blanquer (Éducation) ou d'Olivier Dussopt (Budget) de monter leur petite boutique politique pour peser sur la campagne... Autant d'épisodes qui ont agacé le président de la République. C'est le revers de la méthode Macron. Parfois, ça part un peu dans tous les sens autour de lui. Alors désormais, chacun est prié de courir dans son couloir, toujours sans savoir de quoi la campagne sera faite. Mais en faisant malgré tout confiance au chef de l'État. « La seule certitude c'est qu'il va avoir une ambition très forte pour son second mandat, assure un poids lourd de la majorité. Emmanuel Macron est encore capable d'accélérer. » ■

La majorité accentue la pression sur Édouard Philippe

LORIS BOICHOT
@lboichot
ET TRISTAN QUINAULT-MAUPOIL
@TristanQM

CEUX QUI L'ONT côtoyé à Matignon en conviennent : Édouard Philippe est un rude négociateur. Comment, alors, convaincre l'ancien premier ministre ? Les responsables de la majorité se penchent depuis quelques jours sur un ardu casse-tête. En pleins préparatifs avant l'inauguration de leur « maison commune », les macronistes mettent la pression sur l'ancien premier ministre, les yeux rivés sur le calendrier. Ils ont réservé la Maison de la mutualité pour le 28 novembre, afin de lancer en grande pompe leur projet de coalition des composantes de la majorité, mais ils s'inquiètent de l'absence de l'ex-chef du gouvernement. Une pièce maîtresse qui menace de manquer et donc de gâcher la fête. L'ancien premier ministre a prévu une autre célébration à cette date : ses 51 ans.

Premier accroc dans les négociations, le calendrier a été décidé sans son accord. Son ami l'eurodéputé Gilles Boyer ironise : « Quand on veut organiser un déjeuner de famille, on s'assure déjà de la disponibilité de tous les membres de la famille. C'est un principe de vie. Qui imagine imposer une date à François Bayrou ? »



Édouard Philippe, qui a lancé son parti en octobre, entend préserver son indépendance vis-à-vis des macronistes. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

intentions pour 2022 en annonçant sur TFI son soutien « complet » au chef de l'État, le 12 septembre dernier. Il doit désormais rejoindre la « maison commune », espèrent les responsables Marcheurs.

« L'objectif est de rassembler tout le



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD @GTABARD

Maison commune, auberge espagnole, cartel électoral ?

Depuis les déclarations d'Emmanuelle Wargon, on sait que la maison individuelle n'est pas bien vue par tout le monde en macronie... Vive la maison commune, donc ! Mais une fois le terme adopté, les questions abondent.

Il y a d'abord celle du projet. Du neuf ou de la réhabilitation ? La maison macroniste ne part pas de rien. Il y a LREM, qui depuis cinq ans n'a su exister ni en parti de masse, ni en club d'élus, ni en boîte à idées. Il y a le MoDem, jaloux de son antériorité, Agir, soucieux de son existence, et, désormais, Horizons, tourné vers l'avenir de son fondateur. Mais ce que Macron a tenté avec les autres - détruire les édifices politiques en place pour construire du neuf à la place -, il ne veut ni ne peut le faire avec les siens. Pour accompagner sa campagne de réélection, le chef de l'État pourrait en effet être tenté de rebâtir à frais nouveaux une formation politique totalement intégrée, regroupant tous ceux qui le soutiennent. Ce ne sera pas le cas.

La maison commune ne sera pas une maison neuve, mais une façade ravalée, derrière laquelle continueront de se

occupant, Édouard Philippe, qui se montre à la fois jaloux de son autonomie et agacé de ne pas avoir été plus associé à la conception du programme immobilier. Le président de l'Assemblée nationale était prêt à admettre l'ancien premier ministre dans le syndicat de copropriété, mais le maire de Pau n'entendait pas concéder le même quantième à celui du Havre. Sans parler des autres structures partisanes (Agir, Territoires de progrès...) d'autant plus soucieuses de garder pignon sur rue qu'elles sont très faiblement identifiées dans l'opinion.

Le règlement de copropriété, c'est aussi la définition du cadre électoral. Si tous les occupants de la maison commune se reconnaissent dans le soutien au chef de l'État sortant, partiront-ils aux législatives sous une étiquette unique ? Sous un label commun accolé à celui de son propre parti ? En tant que candidat unique d'une future majorité ? Ou dans le cadre d'une concurrence organisée avec un accord de désistement en faveur du mieux placé au premier tour ? Sous les grands élan d'unité qui vont être affichés dans les semaines à venir, en prélude à la campagne de réélection de Macron, ce sont aussi ces considérations qui vont



Im
pa

LE BL
la ma
sur la
tion, l'
tée par
Réduct
aux soie
tion pol
un rapp
blié m
parlem
du doig

Plusi
tions
gouver
travail
putée r
blique
ce grou
Sébasti
mais m
Un d
se de
conclu
mentai
tè : « C
du gou
faire m
logie. »

de tou
collèg
alimen
par la
nation
présid
Plac
rieur
propo
« Pré
favor
tions
contr
être
Darr
tion
nati
D
cris
té.
qu'
de
t